RÔLE DES CHAÎNES DE TÉLÉVISION PRIVÉES DURANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Entre information et invective

L'élection présidentielle 2014 s'est caractérisée par une intense activité télévisuelle. En absence de l'autorité de régulation prévue par la loi sur l'audiovisuel, les chaînes algériennes privées de droit étranger n'étaient pas tenues d'assurer de mission de service public.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - 2014, année cathodique. La scène politique algérienne a vécu une véritable révolution médiatique grâce aux chaînes de télévision privées. Des chaines certes algériennes, mais qui sont en réalité de droit étranger. Mais il est aujourd'hui évident que ces médias ont dessiné les contours d'un paysage audiovisuel naissant.

Belkacem Ahcene-Djaballah, professeur associé à l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information d'Alger, estime que les chaînes privées ont profité de l'élection présidentielle pour instaurer une influence prédominante. «Je pense que les trois ou quatre chaînes qui dominent actuellement le marché ont joué un grand rôle, peut-être même un rôle bien plus grand que la chaîne nationale publique. Leur contenu était résolument politique au service d'un ou de plusieurs candidats. Ensuite parce qu'elles ont eu des langages politiques populistes et offensifs, donc compréhensibles par la masse des téléspectateurs».

Abderezak Dourari, professeur en sciences du langage et en traductologie à Alger II, juge bénéfique cette ouverture audiovisuelle car elle a permis au public algérien de découvrir une élite qui n'avait pas accès à la chaîne publique.

«Les Algériens ont découvert une élite politique, intellectuelle et même militaire qu'ils ne soupçonnaient même pas. Je cite des généraux à la retraite Yala, Medjahed et Benhadid qui sont intervenus dans des débats télévisés. Il y a également l'intervention de jeunes journalistes dont la plupart ont démontré leur haute maîtrise des questions d'ordre politique. Il faut aussi reconnaître que c'est grâce à ces télévisions privées que les téléspectateurs ont pu voir les représentants de Barakat, du Rassemblement algérien des femmes démocrates ainsi que les sympathisants de tous les candidats», souligne le professeur Dourari.

Mais au-delà du cadre offert par ces médias, le linguiste dénonce les dépassements de certains d'entre eux.

«Nous avons assisté à des comportements d'une médiocrité affligeante. Certaines chaînes, pour des raisons électoralistes, ont bafoué les règles fondamentales pour influer sur le débat politique», note le professeur Dourari qui n'hésite pas à qualifier de «chaînes pitbull» certaines télévisions privées.

Photo : Samir Sid

Certaines chaînes ont fait preuve d'une médiocrité affligeante.

Le professeur Belkacem Ahcene-Djaballah partage le même avis et fait le lien entre les responsables de ces chaînes et les milieux politiques et d'affaires. «Il n'est nul besoin de recherches scientifiques pour montrer et démontrer que l'insulte, l'invective et, parfois, la diffamation ont pris le pas sur le discours méthodique et objectif. Il vrai qu'une bonne partie des chaînes algéro-étrangères est intimement liée à des partis politiques par le biais d'individus dont on parle beaucoup dans les salons, mais dont on ne cite que rarement les noms et les entreprises. Ce que l'on peut tirer comme conclusion, c'est que les milieux d'affaires et d'affairistes sont de plus en plus présents dans le secteur de toute la communication».

L'absence de cadres légal et réglementaire a participé activement à instaurer cette situation. La loi sur l'audiovisuel a été adoptée depuis plusieurs mois par le Parlement, mais sa publication au Journal Officiel a eu lieu le 23 mars, jour du lancement de la campagne électorale… Impossible donc d'installer l'autorité de régulation prévue dans cette loi. «Comme toujours, le pouvoir politique, pris dans ses calculs et ses manœuvres, a laissé faire, n'intervenant que tardivement. L'Etat se devait d'agir il y a très longtemps par l'adoption de la loi sur l'audiovisuel et mettre sur pied très rapidement l'Autorité de régulation.

D'ailleurs, certains pays l'ont compris en instaurant d'abord l'Autorité avant l'adoption d'une loi générale», explique le professeur Belkacem Ahcene-Djaballah.

Aujourd'hui, la page de la couverture audiovisuelle de l'élection présidentielle est définitivement tournée.

Pour les patrons de ces chaînes, l'enjeu consistera à décrocher, auprès des autorités, l'autorisation d'émettre à partir du territoire national. La guerre des chaînes ne fait que débuter.

T. H.

AU CENTRE PIERRE-ET-MARIE-CURIE

Le calvaire des cancéreux

Chaque année, des milliers de personnes atteintes de cancer viennent allonger les listes de celles déjà prises en charge. Le Centre Pierre-et-Marie-Curie, une référence sur papier, peine à répondre aux attentes de tous ceux qui, las de faire du tourisme médical, espèrent y être traités.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Journée ordinaire au CPMC. Du monde. Beaucoup de femmes. Des allers-retours incessants du personnel médical. Une attente interminable meublée par des discussions toutes axées autour de la maladie, de la souffrance et de l'espoir de guérison.

A l'étage réservé aux consultations en oncologie, tous les bancs sont occupés. Des femmes, jeunes et beaucoup moins jeunes, se côtoient. Elles attendent toutes de pouvoir enfin voir un médecin. Munies de leurs cartes de rendez-vous, elles attendent patiemment leur tour. Elles sont là depuis déjà deux heures pour certaines mais ne montrent aucun signe de lassitude. Elles semblent accepter leur sort et se résigner. Elles ont déjà accusé le coup le jour de l'annonce de leur maladie. Depuis, elles disent vivre avec.

Naïma en fait partie. Elle se fait toute petite sur le banc glacial. Elle ne parle pas mais observe. Elle dit être habituée à l'ambiance si particulière qui règne au niveau de l'immense hall du CPMC, froid comme le sont les hôpitaux.

Elle ne veut parler avec personne. Elude les questions et n'aime pas qu'on lui demande pourquoi elle est là. Depuis qu'elle fréquente le CPMC, elle a appris à se recroqueviller sur elle-même, tapie sous sa carapace pour éviter les questions trop indiscrètes : qu'est-ce qui t'a amenée ? Quel cancer tu as ? Depuis quand ? Elle dit être révoltée par tant de curiosité malsaine et déteste échanger avec les autres.

Elle se contente de dire qu'elle a un cancer du sein, qu'elle a été très choquée au début mais qu'à 40 ans, elle espérait encore beaucoup de la vie. Elle a un enfant pour lequel elle veut se battre pour le voir grandir. Son regard se fige lorsqu'elle parle de lui. Elle retombe aussitôt dans le silence.

Le hall du CPMC quant à lui ne connaît pas de répit. Les différents services vivent au rythme des allers et venues incessants des malades et de leurs accompagnateurs. L'affluence est grande. Les malades viennent des

Photo : Samir Sid

2 800 personnes sont en attente d'une radiothérapie.

quatre coins d'Algérie, souvent après avoir fait du «tourisme médical, ballottés d'un hôpital à un autre et voyant en le CPMC leur seule et dernière planche de salut. Des attentes souvent déçues.

Les listes d'attente sont au kilomètre. Il faut souvent attendre longtemps avant de pouvoir voir un médecin. Les délais se rallongent pour atteindre parfois l'année avant de pouvoir prétendre obtenir rendez-vous pour une radiothérapie. Le service est débordé. Les personnes ayant subi des interventions chirurgicales et devant compléter leur prise en charge par des séances de radiothérapie ne savant pas à quel saint se vouer. Les plus nantis se rabattent sur les quelques centres de radiothérapie privés, les autres attendent désespérément. Certains décèdent avant même d'avoir bénéficié d'une seule séance de radiothérapie. Quelque 2 800 personnes sont en attente de rendez-vous de radiothérapie respectivement dans les centres d'Oran et du CPMC. La capacité d'accueil des centres de radiothérapie fonctionnels en Algérie est de 8 000 personnes par an alors que le nombre de nouveaux cas de cancer est actuellement estimé à 44 000.

Le cancer du sein et du col de l'utérus font des ravages chez les femmes. Quel rôle jouent les gynécologues ? Participent-ils au dépistage actif ? Les femmes sont-elles assez sensibilisées ? Des questions qui se posent au regard de la multiplication des cas. Chacune d'entre elles est au-delà d'un impersonnel médical, une histoire, souvent une tragédie.

A la maladie qu'elles doivent courageusement combattre s'ajoute le parcours du combattant que leur impose un système de santé boiteux. Médicaments souvent pas pris en charge par la caisse de sécurité sociale, rendez-vous difficilement obtenus, attentes de plusieurs heures dans les hôpitaux et déplacements coûteux sont le lot de milliers de femmes. Celles rencontrées au CPMC avaient en commun une lueur d'espoir. Elles croient en la médecine.

A charge au système de santé de ne pas assassiner leurs rêves, de ne pas s'associer au sort pour les accabler davantage…

N. I.